



Rue du Champ de Courses
76370
ROUXMESNIL-BOUTEILLES

COMMUNE DE ROUXMESNIL-BOUTEILLES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 MARS 2025

Date de convocation : 18/03/2025

Date d'affichage : 18/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Salle des Saulniers, en séance publique, sous la présidence de M. Jean-Claude GROUT, Maire.

Etaient présents : Pascal LEGOIS, Marie-Laure DELAHAYE, Ronald SAHUT, Anne-Marie ARTUR, Alain NOEL, Martine BUISSON, Pascal CAILLY, Alain RASSET, Priscille CLEMENT, Gilbert BAUDER, Alain DEHAIS, Armelle POIRIER, Florence COSSARD, Stéphanie LEVILLAIN

Etaient Absents : Jonathan DESGROISILLES a donné pouvoir à Marie-Laure DELAHAYE
Véronica TROGLIA a donné pouvoir à Anne-Marie ARTUR
Dominique CATEL

Mr Gilbert BAUDER a été élu Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière réunion est approuvé à l'unanimité.

Nombre de membres	
En exercice	18
Présents	15
Pouvoirs	2
Votants	17

OBJET :

**RETRAIT DE LA DELIBERATION N°76/24 DU 19/12/2024
– VENTE PARCELLES AE 334 ET AE 335**

Le Conseil Municipal, en réunion du 19 décembre 2024, a délibéré sur la vente de parcelles AE 334 et AE 335 au prix d'1€ le m² à Mr et Mme Gilles, représentant une superficie totale de 1067 m².

Ces parcelles ont été estimées à 1€ le m² du fait qu'elles se trouvent :

- pour une superficie de 451 m² en zone rouge Inondation du PPLRI, ce qui signifie que les constructions sont impossibles
- pour 616m² en zone bleue du PPLRI, ce qui suppose de fortes contraintes de constructions.
- Et enfin pour partie, sur un ancien délaissé de voirie.

Les frais de bornage et de rédaction de l'acte administratif doivent être à la charge de l'acquéreur.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal, avoir reçu un courrier du Contrôle de Légalité de la Préfecture de Seine-Maritime en date du 19 février 2025, nous informant du caractère illégal de cette délibération et nous demandant de procéder à son retrait, sous motif que les cessions d'une parcelle à titre gratuit, à l'euro symbolique ou à vils prix et à défaut de motif d'intérêt général ni de contrepartie sont interdites.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- De procéder au retrait de la délibération n°76/24 du 19 décembre 2024.

Cette délibération est transmise au Représentant de l'Etat.

Le Maire-Adjoint,
P. LEGOIS



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217605450-20250325-19-25-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/04/2025
Publication : 03/04/2025